



Institut
EGA

Policy paper

L'Union européenne face au miroir de sa puissance : sortir de l'auto-dépréciation stratégique

Alexandre Negrus
Président
Institut d'études de géopolitique appliquée



05.02.2026



SOMMAIRE

Résumé exécutif

3

La rivalité économique et technologique : un monde de contraintes que l'Union européenne structure déjà

4

Coercition, ressources et réindustrialisation : la puissance européenne à l'épreuve du réel

6

Guerre, sécurité et illusion de protection : l'Union européenne et la guerre d'Ukraine

8

La relation transatlantique et le Sud transactionnel : l'Union européenne entre pression et arbitrage

9

Recommandations

11

• Résumé exécutif

L'Union européenne (UE) dispose d'une puissance intrinsèque considérable, mais peine à la traduire en influence stratégique durable. Trop souvent perçue, y compris par ses propres élites, comme un acteur secondaire dans le concert des grandes puissances, l'UE se limite elle-même par une culture d'auto-dépréciation qui freine sa capacité d'action. Cette perception erronée masque la réalité, l'UE restant un centre névralgique de l'économie mondiale, de l'innovation industrielle, de la production normative et de la stabilité politique globale.

Dans un monde marqué par la rivalité économique, la compétition technologique et la coercition des chaînes de valeur, l'UE possède un marché intérieur incontournable, des champions industriels et technologiques dans des secteurs stratégiques (semi-conducteurs, aéronautique, pharmaceutique, énergie, nucléaire et technologies vertes), ainsi qu'une influence normative qui structure le commerce, la régulation numérique et la protection des données à l'échelle mondiale.

La guerre d'Ukraine a révélé simultanément la vulnérabilité et la force européenne. L'UE dépend encore largement des États-Unis pour sa sécurité, mais le soutien coordonné apporté à l'Ukraine démontre sa capacité à mobiliser des instruments politiques, économiques et financiers de manière efficace. La crise a mis en lumière la nécessité d'une réindustrialisation et d'une planification stratégique de l'autonomie européenne dans des secteurs critiques, pour renforcer son endurance stratégique et réduire sa dépendance extérieure.

La relation transatlantique et la montée du Sud transactionnel redéfinissent les marges de manœuvre diplomatiques de l'UE. Tandis que Washington adopte une posture plus coercitive et que les pays du Sud négocient des alliances pragmatiques, l'UE dispose d'un avantage comparatif. Elle peut proposer un modèle de coopération stable, prévisible et fondé sur la confiance. Les partenariats récents avec le Canada et l'Inde démontrent la capacité européenne à construire des alliances stratégiques durables, sans logique de subordination, et à s'insérer dans les dynamiques internationales de manière autonome.

L'UE possède tous les attributs d'une puissance mondiale, mais sa capacité d'action dépend d'une volonté politique explicite de rompre avec l'auto-dépréciation, de construire un récit stratégique partagé et d'activer pleinement ses instruments de puissance industriels, économiques, normatifs et diplomatiques. L'enjeu est existentiel, ne se limitant pas à des considérations économiques et sécuritaires. L'UE doit se concevoir comme une puissance capable de façonner activement son destin.

La rivalité économique et technologique : un monde de contraintes que l'Union européenne structure déjà

La rivalité économique s'est imposée comme la matrice centrale des relations internationales contemporaines. Sanctions financières, extraterritorialité juridique, contrôle des technologies critiques, pressions sur les chaînes d'approvisionnement et instrumentalisation des dépendances sont devenus des outils ordinaires de la panoplie stratégique des États. Dans ce contexte, la frontière entre temps de paix et temps de crise s'estompe, installant une rivalité permanente où chaque vulnérabilité potentielle devient un levier de pression.

Les États-Unis ont fait de cette logique un pilier explicite de leur stratégie de sécurité nationale. L'hégémonie du dollar, combinée à l'extraterritorialité du droit américain, leur confère une capacité unique à structurer l'environnement économique mondial à leur avantage, y compris au détriment de partenaires européens pourtant alliés sur le plan militaire. La politique commerciale agressive, le recours assumé aux droits de douane et la mobilisation massive de subventions industrielles traduisent une conception dans laquelle la sécurité économique prime désormais sur toute autre considération.

Face à cela, l'UE est souvent décrite comme naïve ou désarmée. Cette lecture est trompeuse. L'UE est l'un des rares espaces capables d'imposer des normes globales, qu'il s'agisse du numérique, de la concurrence, du climat ou de la protection des données. Son marché intérieur demeure un point d'accès incontournable pour les grandes puissances économiques et les entreprises multinationales. Sa capacité à structurer les règles du jeu, même lorsqu'elle ne dispose pas d'acteurs dominants dans tous les secteurs, constitue une forme de puissance à part entière, trop souvent sous-estimée y compris par les Européens eux-mêmes.

La révolution technologique, et en particulier l'essor de l'intelligence artificielle générative, illustre parfaitement cette ambivalence. La compétition sino-américaine pour l'hégémonie en matière d'IA a pris des allures de nouveau « moment Sputnik », révélant que la domination technologique ne se joue pas uniquement sur l'accumulation de capital ou de puissance de calcul, mais aussi sur la capacité d'optimisation, d'ingénierie et d'intégration industrielle. L'émergence de modèles chinois performants développés à moindre coût a montré que l'innovation n'est pas l'apanage exclusif des économies les plus capitalisées.

Dans ce paysage, l'UE dispose d'atouts considérables avec une recherche de haut niveau, des écosystèmes industriels avancés, des champions mondiaux dans des secteurs clés ; des semi-conducteurs à l'aéronautique, de la pharmacie à l'énergie, du nucléaire aux technologies vertes. Le problème européen n'est pas l'absence d'innovation mais la fragmentation politique et financière qui empêche trop souvent le passage à l'échelle.

Coercition, ressources et réindustrialisation : la puissance européenne à l'épreuve du réel

Au-delà du numérique, la rivalité économique se structure autour du contrôle des flux matériels et immatériels. Routes commerciales, détroits maritimes, câbles sous-marins, infrastructures énergétiques, ressources naturelles et minerais critiques sont redevenus des enjeux géopolitiques centraux. La transition énergétique, loin de dématérialiser la puissance, a réaffirmé la centralité des matières premières et des capacités industrielles.

Le cas du Groenland, comme celui des routes arctiques ou des détroits stratégiques, illustre cette reterritorialisation de la puissance. Dans ce contexte, l'UE se trouve confrontée à un double impératif, consistant à sécuriser ses approvisionnements et à préserver son autonomie de décision. Les stratégies de découplage ou de « dérisquage », impulsées notamment par les États-Unis, traduisent cette prise de conscience, mais révèlent aussi les limites d'un monde profondément interdépendant.

L'UE se trouve dans une position intermédiaire complexe, trop intégrée pour se replier et trop puissante pour se contenter d'un rôle passif. Elle dispose pourtant de leviers majeurs. Sa base industrielle reste l'une des plus avancées au monde, notamment dans certaines régions d'Allemagne, d'Italie, d'Europe du Nord et centrale. Son savoir-faire énergétique, qu'il s'agisse du nucléaire ou des renouvelables, demeure un atout stratégique. Sa capacité à mobiliser des instruments financiers communs, encore sous-exploitée, pourrait constituer un multiplicateur de puissance décisif.

La question industrielle est donc au cœur de la crédibilité stratégique européenne. La sécurité du continent, dans un contexte de guerre de haute et longue intensité, passe nécessairement par une réindustrialisation massive et coordonnée.

Produire davantage reste un enjeu majeur, mais cette production doit être dirigée vers ce qui conditionne l'autonomie stratégique : énergie, armement, électronique de puissance, infrastructures critiques et technologies duales. L'« endurance stratégique » européenne dépendra de sa capacité à soutenir cet effort dans la durée, au-delà des cycles politiques nationaux.

Guerre, sécurité et illusion de protection : l'Union européenne et la guerre d'Ukraine

La guerre d'Ukraine a marqué une rupture historique pour l'UE, mettant fin à l'illusion selon laquelle la paix serait définitivement acquise sur le continent. Elle a rappelé que la force brute reste un instrument politique central. Ce conflit, mené avec des méthodes du XX^e siècle au nom de visions impériales héritées du XIX^e, a agi comme un révélateur accéléré des fragilités mais aussi des capacités européennes.

Contrairement à une narration trop souvent relayée, l'Ukraine n'a pas perdu la guerre. Le simple fait d'avoir résisté à une puissance militaire largement supérieure constitue une victoire stratégique majeure. La Russie, malgré une propagande persistante, n'a atteint aucun de ses objectifs initiaux. Elle s'est enfoncée dans une économie de guerre coûteuse, a vu son appareil militaire profondément affaibli et a provoqué un renforcement de l'OTAN, avec l'adhésion de la Finlande et de la Suède.

L'Ukraine ne perdra que si les Européens font le choix du renoncement. Cela constituerait une erreur historique, qui se paierait très cher économiquement, politiquement et stratégiquement. Un abandon européen serait pourtant à contre-courant d'une réalité irrégulièrement affirmée : la défaite stratégique russe est déjà actée. L'UE est-elle prête à assumer les conséquences politiques et industrielles d'un soutien durable ? Voici les véritables termes du débat. Ce conflit a mis en lumière une vérité inconfortable, rappelant que la sécurité européenne reste largement dépendante des États-Unis, alors même que la fiabilité politique de ce protecteur est désormais très basse.

Savoir si l'UE peut se défendre seule aujourd'hui est une question déjà dépassée car il s'agit, à présent, de savoir si les Européens sont prêts à accepter d'engager les efforts nécessaires pour ne plus avoir à poser cette question à l'avenir. Cela implique un réarmement crédible, une coordination renforcée et un débat lucide sur la dissuasion, y compris nucléaire, dans un contexte où la confiance transatlantique est profondément érodée.

La relation transatlantique et le Sud transactionnel : l'Union européenne entre pression et arbitrage

La relation avec les États-Unis connaît une mutation profonde. L'administration Trump, tout en actant un désengagement militaire, assume par ailleurs un réengagement politique et idéologique visant à remodeler l'UE selon ses propres priorités. Cela se caractérise par des pressions sur la régulation du numérique, des sanctions contre des responsables européens, un soutien explicite à certaines forces politiques et une remise en cause implicite de la souveraineté stratégique européenne. L'UE n'est plus vue par Washington comme un allié d'autrefois, mais comme un espace à discipliner.

Dans le même temps, l'affirmation d'un Sud transactionnel redessine les équilibres globaux. Les États du Sud cherchent à naviguer dans un monde fragmenté avec pragmatisme, en arbitrant entre puissances. Ce réalisme diplomatique, fondé sur une lecture lucide des rapports de force, ouvre des marges de manœuvre nouvelles pour ceux qui savent proposer des partenariats crédibles et équilibrés.

Dans ce contexte, l'UE dispose d'un avantage comparatif majeur, en ce qu'elle n'est ni une puissance impériale classique ni un acteur exclusivement transactionnel. Elle peut offrir un modèle de coopération fondé sur la stabilité, l'accès au marché, le transfert de compétences et la prévisibilité juridique à l'heure où de nombreuses puissances adoptent des postures plus coercitives ou erratiques. Encore faut-il qu'elle assume cette position et cesse de se présenter comme un acteur en retrait.

Le rapprochement stratégique à l'œuvre entre l'UE et le Canada illustre cette dynamique. Au-delà des accords commerciaux existants, cette relation s'approfondit sur des enjeux structurants tels que les chaînes de valeur industrielles, les matières premières critiques, la transition énergétique, le numérique et la sécurité économique.

Le Canada apparaît de plus en plus comme un partenaire naturel de l'UE dans la défense d'un multilatéralisme pragmatique, fondé sur des intérêts convergents et une lecture partagée des risques systémiques. Ce type de partenariat « de confiance » devient rare et précieux dans l'environnement international actuel.

Le récent accord commercial entre l'UE et l'Inde marque, lui aussi, un tournant stratégique majeur. Cet accord, au-delà de ce qu'il implique économiquement est aussi un signal politique. L'UE est capable de construire des partenariats structurants avec des puissances émergentes majeures sans logique d'alignement ni de dépendance. Pour l'Inde, cet accord s'inscrit dans une stratégie de diversification assumée face à la rivalité sino-américaine ; pour l'UE, il ouvre des perspectives considérables en matière d'industries, de technologies, d'énergie et de chaînes d'approvisionnement. Il illustre surtout la capacité européenne à s'insérer dans la dynamique du « Sud transactionnel » en proposant autre chose qu'une relation asymétrique ou strictement transactionnelle.

Ces évolutions confirment que l'UE n'est pas condamnée à subir la fragmentation du monde. Elle dispose d'un capital politique qu'elle serait bien inspirée de cultiver et d'exploiter pleinement. Ce qui lui manque encore, c'est la capacité à assumer pleinement une vision stratégique cohérente, à activer ses instruments de puissance sans complexe et à rompre avec une culture de l'auto-dépréciation devenue contre-productive. L'enjeu n'est pas seulement économique ou sécuritaire. Il est plus que jamais politique et existentiel.

Affirmer une vision stratégique commune

L'UE doit élaborer et promouvoir un récit partagé de puissance, intégrant sécurité, économie, industrie et innovation. Ce récit devrait dépasser les débats nationaux ou sectoriels et permettre une prise de décision coordonnée sur les questions stratégiques majeures.

Renforcer l'autonomie industrielle et énergétique

Prioriser la réindustrialisation ciblée dans les secteurs critiques : énergie, électronique de puissance, technologies duales, armement et infrastructures stratégiques. Développer des programmes de production et d'innovation européens à grande échelle pour réduire la dépendance extérieure.

Mobiliser pleinement les instruments financiers européens

Activer des mécanismes financiers communs (Banque européenne d'investissement, fonds souverains sectoriels, mécanismes de subvention industrielle) pour soutenir la transition technologique, l'IA, le nucléaire, l'hydrogène et les infrastructures critiques.

Diversifier les partenariats

Renforcer et diversifier les partenariats stratégiques avec d'autres États émergents pour sécuriser les chaînes d'approvisionnement, les matières premières critiques et les projets technologiques, tout en promouvant un multilatéralisme pragmatique.



Institut
EGA

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2026.

Institut d'études de géopolitique appliquée
66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Courriel : secretariat@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org